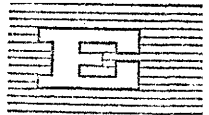


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1984/52  
3 février 1984  
Original : FRANCAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarantième session  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION  
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE  
OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Lettre datée du 31 janvier 1984, adressée au Sous-Secrétaire  
général, Centre pour les droits de l'homme, par le représentant  
permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint pour votre information le  
document en français suivant :

"Communiqué de la huitième Conférence des ministres des affaires étrangères  
du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam" tenue les 28 et 29 janvier 1984 à  
Vientiane (Laos).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme  
document officiel de la quarantième session de la Commission des droits de l'homme  
au titre du point 9 de l'ordre du jour.

(Signé) Représentant permanent  
NGUYEN THUONG

ANNEXE

COMMUNIQUE  
DE LA HUITIEME CONFERENCE DES MINISTRES  
DES AFFAIRES ETRANGERES DU LAOS, DU KAMPUCHEA ET DU VIET NAM

La huitième Conférence des ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam s'est tenue à Vientiane les 28 et 29 janvier 1984.

La Conférence a passé en revue les cinq dernières années de lutte menée par chacun des trois peuples d'Indochine pour son oeuvre d'édification et de défense nationales, fait le bilan de l'exécution des résolutions de la Conférence au sommet des trois pays au cours de l'année écoulée et discuté de l'orientation des activités pour l'avenir immédiat.

1. La Conférence est unanime à considérer les cinq dernières années comme une phase extrêmement difficile mais également comme une étape de brillants succès pour les peuples lao, kampuchéen et vietnamien dans leur lutte pour la défense de leurs indépendances et de leurs souverainetés respectives et pour la cause de la paix, de la stabilité et de la coopération entre les nations d'Asie du Sud-Est. En particulier, la miraculeuse renaissance du peuple kampuchéen et le prestige international grandissant de la République populaire du Kampuchea se sont manifestés de la manière la plus vivante dans le défilé populaire et la parade militaire organisés au Kampuchea à l'occasion du cinquième anniversaire de la Fête nationale. Les succès enregistrés par les trois peuples au cours des cinq dernières années portent un coup sévère aux menées des forces expansionnistes et hégémonistes chinoises, de l'impérialisme américain et des forces réactionnaires dans les milieux dirigeants de certains pays de l'ASEAN qui cherchent à provoquer la tension et la confrontation en Asie du Sud-Est afin de renverser la situation au Kampuchea et d'affaiblir les trois pays d'Indochine.

Les épreuves des cinq années passées ont uni davantage encore les trois peuples d'Indochine dans leur amitié et leur alliance militante spéciales. La première Conférence au sommet des trois pays d'Indochine marque une nouvelle étape dans le combat juste et certainement victorieux ainsi que dans les relations spéciales entre les trois peuples.

Les résolutions de la Conférence au sommet des trois pays ont été progressivement mises à exécution, renforçant ainsi fermement leur coopération sur tous les plans et accroissant leur confiance mutuelle et leur solidarité dans l'oeuvre révolutionnaire commune des trois peuples.

La Conférence est heureuse de constater que les succès remportés dans la renaissance du Kampuchea ont permis le retrait progressif annuel des unités de volontaires de l'armée vietnamienne et espère que l'état actuel de la sécurité et de la stabilité en République populaire du Kampuchea favorisera le retrait d'autres unités de volontaires vietnamiens dans le courant de l'année 1984.

2. La Conférence note avec satisfaction une conscience de plus en plus claire au sein de l'opinion publique du fait que la menace principale à l'égard de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est réside dans la politique expansionniste et hégémoniste menée par les autorités chinoises en collusion avec l'impérialisme américain. Les peuples des trois pays d'Indochine ont été victimes des guerres

d'agression les plus longues et les plus sanglantes de l'histoire mondiale, en même temps ils sont de vaillants combattants dans la défense de leur indépendance, contribuant de manière importante à la cause de la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde. Les trois pays ne nourrissent aucune aspiration plus grande que celle de vivre dans la paix et l'amitié avec les pays voisins ainsi qu'avec tous les autres pays. Poursuivant une politique de paix, d'amitié et de coopération, les trois pays constituent un facteur important de la paix et de la stabilité dans le sud-est asiatique.

La Conférence est unanime à considérer que la politique hostile des dirigeants chinois à l'encontre des trois pays d'Indochine n'a aucunement changé.

Tout en parlant de la paix, les autorités chinoises continuent en réalité d'intensifier leur guerre de sabotage multiforme à l'encontre des trois pays d'Indochine, s'efforçant de regrouper les réactionnaires de ces pays, multipliant leurs infiltrations en vue d'y opérer des activités de subversion, intensifiant leur guerre psychologique et cherchant à diviser les trois pays d'Indochine et à saper leur cohésion. Tandis que la Chine proclame à qui veut l'entendre que la question du Kampuchea est un problème entre les pays de l'ASEAN et ceux de l'Indochine, ce dans le but de dresser les uns contre les autres, il est notoire que les réactionnaires khmers menés par Pol Pot sont des créatures de la Chine qui représente la source principale de fourniture d'armes aux Polpotistes contre le peuple kampuchéen et que la Chine constitue la principale menace vis-à-vis des trois pays d'Indochine. En même temps, la Chine tente d'accaparer le monopole du soi-disant problème du Kampuchea pour servir sa stratégie globale. Tout en s'opposant avec acharnement aux dialogues entre les pays de l'ASEAN et ceux de l'Indochine, et tout en incitant ces premiers à se dresser contre ces derniers, elle choisit la question du Kampuchea comme problème principal à résoudre avec l'Union soviétique afin d'améliorer les rapports sino-soviétiques, faisant d'elle et de celle de l'Afghanistan le contenu principal de sa collaboration stratégique avec les Etats-Unis dirigée contre l'Union soviétique, poussant les pays d'Asie du Sud-Est à s'opposer à ceux d'Indochine, et ceux d'Asie australe et occidentale à l'Afghanistan. Par ailleurs, la Chine pose le règlement de la question du Kampuchea comme condition à une amélioration des rapports avec le Viet Nam. De toute évidence, la question kampuchéenne n'est rien d'autre pour la Chine qu'une carte dans sa stratégie globale, dans ses rapports avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, au service de sa politique d'hégémonie et d'expansion en Asie du Sud-Est. C'est là une politique coutumière de la Chine visant à dresser les autres pays les uns contre les autres et à profiter de ces conflits pour servir sa propre stratégie et régler les problèmes sur le dos des parties en conflit, comme elle l'a fait à l'égard de la lutte des trois peuples indochinois contre les colonialistes dans les années 50 et contre les impérialistes dans les années 60 et 70. La soi-disant proposition en cinq points de la Chine concernant la question kampuchéenne revient en réalité à exiger le retrait unilatéral de tous les volontaires de l'armée vietnamienne pour permettre aux Polpotistes de retourner au Kampuchea et de liquider la renaissance du peuple kampuchéen alors que les expansionnistes et hégémonistes chinois ont les mains libres pour agir contre les trois pays d'Indochine. La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam soutiennent pleinement les pourparlers de l'Union soviétique avec la Chine en vue d'améliorer leurs relations, en même temps, elles approuvent chaleureusement la politique invariable de l'Union soviétique à l'égard des trois pays d'Indochine au cours de ces pourparlers, à savoir le rejet résolu des exigences absurdes de la Chine et la détermination de renforcer sa solidarité et son soutien énergique à l'oeuvre d'édification et de défense nationales des trois pays d'Indochine. La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam tiennent en haute considération cette position de principe de la part de l'Union soviétique, y voyant un soutien énergique et une importante source d'encouragement à leur égard.

A présent comme par le passé, les trois pays d'Indochine attachent toujours une grande valeur à leur solidarité et leur amitié de longue date avec le peuple chinois et considèrent ces liens comme un facteur d'une extrême importance pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. La situation anormale qui prévaut à l'heure actuelle dans les relations entre les trois pays d'Indochine et la Chine n'est que temporaire et les peuples d'Indochine tout comme celui de Chine partagent un intérêt commun à savoir la paix qui leur permettrait de concentrer leurs forces dans l'oeuvre de construction nationale. Dans cet esprit, les trois pays d'Indochine réitèrent leurs propositions visant à rétablir des rapports d'amitié et de bon voisinage avec la République populaire de Chine sur la base des principes de coexistence pacifique. La République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea accordent leur plein soutien aux efforts déployés par la République socialiste du Viet Nam en vue de ramener la paix dans les zones frontalières entre le Viet Nam et la Chine et de reprendre les pourparlers vietnamo-chinois où et quand que ce soit. Les propositions avancées par les deux parties en vue de normaliser leurs relations seront l'objet des discussions bilatérales.

3. Au cours des cinq dernières années, les administrations américaines ont sans cesse joué la carte chinoise contre l'Union soviétique et les trois pays d'Indochine. Parallèlement à son intensification de la course aux armements qui provoque une situation d'extrême tension dans le monde et dans la région de l'Asie et du Pacifique, l'administration américaine, en collusion avec la Chine, a accru son aide militaire aux milieux dirigeants de Thaïlande et des autres pays de l'ASEAN, faisant tout pour entraver la renaissance du peuple kampuchéen et s'opposer aux trois pays d'Indochine. La Conférence condamne sévèrement la politique hostile de l'administration américaine à l'encontre des trois pays d'Indochine, une politique qui va à contrecourant des intérêts du peuple américain et de celui de la paix en Asie du Sud-Est et qui est vouée à l'échec tout comme celle appliquée en Indochine dans les années 70.

Partant de l'amitié entre le peuple américain et les trois peuples d'Indochine qui s'est cimentée dans la lutte contre la guerre d'agression des dirigeants américains en Indochine, dans un esprit humanitaire et de compréhension à l'égard du peuple américain, chaque pays de l'Indochine s'efforcera de communiquer aux deux autres les informations éventuelles concernant les américains disparus pendant la guerre au Laos, au Viet Nam et au Kampuchea. Si le Gouvernement américain manifeste une attitude de coopération et renonce à sa politique hostile à l'égard des trois pays d'Indochine, ceux-ci seront prêts dans la mesure de leurs possibilités respectives à traiter de cette question avec le Gouvernement américain. Les trois pays de l'Indochine seront aussi prêts à coopérer sur cette question avec les organisations non gouvernementales américaines.

Les peuples du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam expriment l'espoir que sur la question des américains disparus de même que celle répondant à l'intérêt des deux parties, à savoir la paix et l'amitié, le peuple américain collaborera avec eux, victimes principales de la politique belliciste et agressive menée par l'impérialisme américain.

4. La Conférence a mis en relief le fait que les pays de l'ASEAN et de l'Indochine partagent un intérêt commun à long terme, extrêmement fondamental, à savoir : maintenir une paix et une stabilité durables en Asie du Sud-Est, exclure définitivement toute intervention étrangère et concentrer leurs forces dans la résolution des problèmes urgents de chaque pays qui sont l'édification et le développement économiques. Les peuples de l'ASEAN et ceux de l'Indochine partagent le désir

ardent de coexister dans la paix et de développer les rapports de coopération, d'amitié et de bon voisinage dans l'intérêt de la paix et de la prospérité de chaque pays.

Par ailleurs, il existe entre les deux groupes de pays des points de désaccord sur la cause de la situation actuelle en Asie du Sud-Est et sur les mesures permettant de rétablir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. La Thaïlande et certains autres pays de l'ASEAN sont d'avis que la solution du problème de la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est passe par un règlement de la question kampuchéenne, et tentent d'imposer une solution absurde vis-à-vis du Kampuchea. Ils exigent du Viet Nam le retrait unilatéral de ses forces armées du Kampuchea tandis que la Chine, la Thaïlande et les Polpotistes s'arrogeront le droit d'agir en toute liberté, ils veulent introduire au Kampuchea les forces armées de plusieurs pays ayant soutenu les Polpotistes contre le peuple kampuchéen, permettant ainsi le retour au Kampuchea du soi-disant gouvernement de coalition des Polpotistes de liquider le pouvoir légal de la République populaire du Kampuchea et d'entraver le processus de renaissance du peuple kampuchéen. Ce faisant ils espèrent transformer le Kampuchea en une dépendance de la Thaïlande, de l'impérialisme américain et des réactionnaires chinois. Une telle solution constituera une grossière violation du droit du peuple kampuchéen à l'autodétermination et contribuera à réaliser les visées de la Chine à l'encontre des trois pays d'Indochine et ses menées de sape contre la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique.

Les pays d'Indochine considèrent que pour ce qui est des problèmes de l'Asie du Sud-Est, il convient d'adopter une approche globale de leur règlement, sur la base de l'égalité et du respect des intérêts légitimes de chaque groupe de pays, sans imposition mutuelle et à l'exclusion de toute imposition de l'extérieur. L'histoire contemporaine de l'Asie du Sud-Est, celle des quarante dernières années en particulier, a permis de relever quatre caractéristiques suivantes :

- Toute menace à l'encontre de l'indépendance des pays du Sud-Est asiatique provient de l'extérieur.

- Les victimes principales des diverses agressions, interventions et dominations sont les trois pays d'Indochine.

- Les agressions et interventions contre les pays de l'Indochine et contre la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est par les forces colonialistes, impérialistes et expansionnistes n'auraient pas été réalisées sans assistance et sans utilisation du territoire de certains pays de la région notamment la Thaïlande.

- Les forces impérialistes et expansionnistes ont constamment recours à la politique de diviser pour régner et provoque un état de confrontation entre les pays de l'ASEAN et ceux d'Indochine.

Toute solution assurant une paix solide et durable en Indochine et en Asie du Sud-Est doit prendre en considération ces caractéristiques et permettre de garantir le respect de l'indépendance et de la souveraineté des trois pays d'Indochine ainsi que les autres pays de l'Asie du Sud-Est et assurer la coexistence pacifique dans l'amitié et la coopération entre les deux groupes de pays.

La Conférence considère que la situation actuelle en Asie du Sud-Est pourrait évoluer selon cinq possibilités :

- L'adoption d'une solution globale aux questions touchant à la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, sur la base du retrait de toutes les forces armées étrangères hors du Sud-Est asiatique, de la cessation de toute intervention extérieure et de l'établissement en Asie du Sud-Est d'une zone de paix, d'amitié et de coopération. Ce règlement global pourrait permettre d'assurer une paix durable et solide dans cette région. Le contenu de ce règlement est mentionné dans la résolution relative à l'Asie du Sud-Est adoptée par la septième conférence au sommet des pays non alignés en mars 1983, et se trouve en conformité avec des propositions des pays de l'ASEAN sur une zone de paix, de liberté et de neutralité avancées en 1971 et également avec la proposition en sept points présentée par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao au nom des trois pays d'Indochine à la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1981.

- L'adoption d'une solution partielle impliquant les trois pays d'Indochine et la Chine en vue d'opérer le retrait total des forces armées vietnamiennes hors du Kampuchea ainsi que de mettre un terme à la menace de la Chine, à l'utilisation du territoire thaïlandais comme base pour les activités dirigées contre les trois pays d'Indochine et à l'emploi des débris des forces armées polpotistes et des autres réactionnaires khmers contre le peuple kampuchéen.

- L'adoption d'une solution partielle impliquant les trois pays d'Indochine et la Thaïlande sur la base de la garantie d'une sécurité égale pour les deux parties et de l'établissement d'une zone de sécurité des deux côtés de la frontière Kampuchea-Thaïlande. Les deux parties se mettront d'accord sur une forme de contrôle international de ce qui aura été convenu.

- En attendant de parvenir à une solution globale ou partielle susmentionnée, l'adoption d'un accord cadre sur les principes gouvernant les rapports entre les pays de l'ASEAN et ceux d'Indochine dans le but d'éliminer le danger d'escalade de la situation actuelle vers un conflit majeur et de jeter les bases d'un règlement progressif des désaccords aussi bien immédiats que latents entre les deux groupes de pays ou entre les divers pays de la région. Les deux parties examineront et formuleront une forme internationale de garantie et de supervision de ce qui aura été convenu.

- Une prolongation de la présente situation, sans pouvoir parvenir à une solution globale ou partielle, dans ce cas, les désaccords entre les deux groupes de pays seront accentués, pouvant mener à une situation explosive incontrôlable que la Chine pourrait exploiter pour provoquer une guerre de grande envergure dans le Sud-Est asiatique.

La réalité des cinq dernières années indique que dans l'immédiat les peuples d'Asie du Sud-Est n'ont qu'une seule alternative à prendre, celle qui consiste pour les deux groupes de pays à débattre ensemble de tous les problèmes soulevés par chacune des parties afin de les résoudre sur la base du principe d'égalité et de respect mutuel de leurs intérêts légitimes respectifs et sans intervention de l'extérieur. Les cinq années passées démontrent que c'est là le seul chemin permettant de désamorcer la tension, de renforcer la compréhension mutuelle, de réduire le désaccord entre les deux groupes de pays et de parvenir progressivement

à la paix et à la stabilité, conformément aux intérêts de tous les pays de la région et à celui de la paix. Toute autre alternative ne peut que mener à la tension et l'impasse, aggraver le désaccord entre les deux groupes de pays et encourager davantage encore les interventions en profondeur des pays extérieurs à la région au sein des pays de cette zone.

En ce qui concerne une forme de conférence régionale ou internationale, c'est là une question à débattre et à convenir sur la base du principe d'égalité et de non-imposition. Les trois pays d'Indochine sont prêts à entreprendre des consultations bilatérales et en même temps à entamer sur le champ des dialogues entre les deux groupes de pays de l'ASEAN et d'Indochine. Toutes les propositions avancées par chacune des parties feront l'objet de discussions sur la base du principe d'égalité. La République populaire du Kampuchea réaffirme sa bonne volonté de ne pas laisser la question de sa participation entraver l'ouverture du dialogue entre les deux groupes de pays. La Conférence a convenu de désigner le Laos et le Viet Nam comme représentants des trois pays d'Indochine pour prendre part aux conversations entre les deux groupes de pays. Elle se félicite de la formule avancée par le Ministre des affaires étrangères de la Malaisie, de conversation entre les cinq pays de l'ASEAN d'une part, le Viet Nam et le Laos de l'autre, et se déclare prête à prendre en considération quelque formule que ce soit de dialogue entre les deux groupes de pays de l'ASEAN et d'Indochine. La Conférence prend note du fait qu'un nombre de plus en plus grand de pays de l'ASEAN manifestent le désir de promouvoir le dialogue avec les pays d'Indochine, et appelle, une fois encore, les gouvernements de tous les pays du monde à oeuvrer dans ce sens pour la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde.

Elle se félicite des résultats obtenus dans les pourparlers entre la République démocratique populaire lao et le Royaume de Thaïlande en vue de résoudre les problèmes les concernant et de faire du Mékong leur frontière de paix.

5. Les trois pays d'Indochine se félicitent de l'évaluation et de l'analyse approfondie et globale des causes de l'aggravation de la situation internationale faites par le Camarade Youri Andropov dans des déclarations du 28 septembre et du 24 novembre 1983. Ils soutiennent sans réserve toutes les démarches et mesures pratiques prises par l'URSS en vue de consolider sa capacité de défense et d'assurer la sécurité du peuple soviétique et celle de ses allies. Ils considèrent que les mesures de rétorsion prises par l'URSS, la République socialiste tchécoslovaque et la République démocratique allemande en accord avec tous les autres pays membres du Traité de Varsovie en réponse aux menées impérialistes qui cherchent par tous les moyens à s'assurer de la suprématie militaire et surtout nucléaire en implantant sur le territoire de certains pays d'Europe occidentale de nouveaux missiles nucléaires américains à moyenne portée, sont autant de nécessités opportunes pour maintenir l'équilibre des forces nucléaires en Europe et pour assurer la paix et la sécurité des peuples d'Europe et du monde. Les trois pays d'Indochine expriment leur soutien sans réserve à l'égard de la position de l'URSS et des autres états membres du Traité de Varsovie à la Conférence en cours à Stockholm.

Vientiane, le 29 janvier 1984.